



GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



**Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud**

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Alguilles • Barcelonnette

SE4 N350

TRAVAUX DE RENOVATION DE LOCAUX HOSPITALIERS ET CREATION DU DESENFUMAGE DU CHICAS SITE DE SISTERON

LOTS 3 ET 6 – SUITE A UNE PROCÉDURE DECLARÉE INFRUCTUEUSE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) N° 020-2025

Codes nomenclature DGOS : PF14COOO - PF11GOOO

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ.....	4
1-1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1-3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1-4 DUREE DU MARCHÉ.....	4
1-5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1-6 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE).....	5
1-7 CONTROLE TECHNIQUE (CT)	5
1-8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS)....	6
1-9 ETUDES D'EXECUTION	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
2-1 PIECES CONTRACTUELLES	6
2-2 ASSURANCES	7
2-2.1 Responsabilité civile.....	7
2-2.2 Responsabilité décennale.....	8
ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	9
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION	9
4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION	9
4-2 SOUS-TRAITANCE.....	9
4-3 PERIODE DE PREPARATION	10
4-4 PROGRAMME D'EXECUTION	10
4-5 REUNIONS DE CHANTIER.....	10
4-6 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	11
4-7 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES ETUDES D'EXECUTION ET LES DOE	11
4-8 RECEPTION ET OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR).....	12
ARTICLE 5 – GARANTIE	12
ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	12
6-1 CONTENU DES PRIX.....	12
6-2 PRESTATIONS FOURNIES AU TITULAIRE.....	14
6-3 OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE.....	14
6-4 APPROVISIONNEMENTS	14
6-5 AVANCE ET GARANTIE.....	15
CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	15
GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	15
6-6 TRAVAUX MODIFICATIFS	15
6-7 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER	16
6-8 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	16
ARTICLE 7 – VARIATION DANS LES PRIX.....	16
7-1 TYPE DE VARIATION DES PRIX	16
7-2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	16
7-3 CHOIX DES INDEX DE REFERENCE	16
7-4 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	17
7-5 VARIATIONS PROVISOIRES	17
ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT	17

8-1	PROJETS DE DECOMPTES ET REGLEMENT DES COMPTES.....	17
8-2	DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF	19
ARTICLE 9 – PENALITES.....		20
PAR DEROGATION A L'ARTICLE 19.2.1 DU CCAG, LE TITULAIRE N'EST EXONERE D'AUCUNE PENALITE.....		20
LES DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE DANS UN DELAI FIXE PAR LE MARCHE DOIVENT ETRE TRANSMIS PAR LE TITULAIRE PAR TOUT MOYEN PERMETTANT D'ATTESTER DE LEUR DATE DE RECEPTION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....		20
9-1	PENALITES POUR RETARD.....	20
9-1.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	20
9-1.2	Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception 20	
9-1.3	Retard dans la remise des documents	21
9-2	ABSENCES AUX REUNIONS.....	21
9-3	INFRACTION AUX PRESCRIPTIONS DE CHANTIER	21
9-4	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	22
9-5	DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS AVANT ET APRES EXECUTION	22
9-6	PENALITES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE 22	
9-7	PENALITES RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	22
9-7.1	Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	22
9-7.2	Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	23
9-8	PENALITES APPLICABLES EN CAS DE DETACHEMENT DE SALARIES ETRANGERS	23
9-9	PENALITES DIVERSES.....	23
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT		24
10-1	RESILIATION	24
10-2	EXECUTION PAR DEFAULT.....	24
ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		24
ARTICLE 12 - CONTESTATIONS ET LITIGES.....		25

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation fait suite à une procédure déclarée infructueuse le 18/07/2025 en l'application de l'article L2152-1 du Code de la Commande Publique, relancée avec modifications.

Certains éléments du dossier de consultation ont été modifiés par rapport à la procédure précédente.

Le présent marché a pour objet des prestations de travaux portant sur la rénovation de locaux hospitaliers et création du désenfumage du CHICAS Site de Sisteron.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu d'exécution des prestations : 4 Av. de la Libération, 04200 Sisteron

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché se décompose comme suit :

- Lot N° 3 : Menuiseries extérieures - occultation
- Lot N° 6 : Menuiseries intérieures

1-3 FORME DU MARCHE

Pouvoir adjudicateur et Maître d'Ouvrage :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)

Etablissement support du GHT des Alpes du Sud :

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement.

1-4 DUREE DU MARCHE

La durée prévisionnelle du marché est de 18 mois pour l'ensemble des lots à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux de l'opération (sans l'année de garantie de parfait achèvement), et selon le calendrier prévisionnel fourni par le candidat.

1-5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

1-6 MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement composé des opérateurs économiques suivants :

CABINET D'ARCHITECTURE CAD DURAND
Gilles DURAND - Architecte DPLG
81/83, rue Monte-Cristo - 13004 MARSEILLE
Tél : 04 91 85 42 65
Courriel : agence@cad-durand.fr



CET - BET Fluides - Thermique
29 allée des Genêts - 04200 SISTERON
Tél : 04 92 34 12 22
Courriel : cet.04@be-cet.fr



QUARDINA - BET Structure - Acoustique - Economie
494 av. Maurice Schumann - 30000 NIMES
Tél : 04 66 70 96 58
Courriel : vincent.caremiaux@qcservices.fr



Le Cabinet d'Architecture CAD DURAND est mandataire de ce groupement, chargé d'une mission de base comprenant notamment les éléments suivants :

- APS, APD, PRO, AMT (dont DCE) ;
- VISA des études d'exécution ;
- Synthèse
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant toute la durée de la période de garantie au parfait achèvement (AOR) ;

Ainsi que des missions complémentaires suivantes :

- DIAG
- OPC

1-7 CONTROLE TECHNIQUE (CT)

Les travaux objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Les interventions de contrôle technique portent sur les missions **AV + F + HAND + L + LE + PS + PV + SEI + TH + P1 + Phu + HYS**.

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC
VOTRE RESPONSABLE D'AFFAIRE

Florent TOURN
Tél. +33 6 03 52 86 91
Email : florent.tourn@socotec.com

1-8 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (CSPS)

La mission de coordination en matière SPS en phase réalisation est confiée à la société APAVE. L'intervenant dédié à l'opération est : M. JAYET.

JAYET Sytan

Chargé d'affaire

Coordonnateur SPS Niv. 2 C+R

Mail : sylan.jayet@apave.com

Tel : 06.58.43.20.24

L'opération relève de la deuxième catégorie au regard des dispositions de l'article R.4532-1 du code du travail.

1-9 ETUDES D'EXECUTION

L'ensemble des plans d'exécution sont à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur devra fournir les Plans de fabrication et d'Atelier de Chantier (PAC), notes de calculs et détails d'exécution à l'approbation du maître d'œuvre et du contrôleur technique dans le délai exigé lors de la phase préparatoire des travaux.

Par ailleurs, l'entreprise devra obligatoirement, dès le démarrage de l'opération, lister l'ensemble des documents d'exécution restant à sa charge. Ces documents seront régulièrement mis à jour au fur et à mesure de l'avancement du chantier et de l'évolution de l'opération, puis remis à la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur effectuera au minimum les essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique publié dans le moniteur du bâtiment et des travaux publics. Les résultats seront communiqués au maître d'œuvre et au bureau de contrôle. Ces essais et vérifications sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Pour chaque lot, par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- les pièces graphiques du Dossier de Consultation des Entreprises (plans d'architecte + plans structures + plans lots techniques) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières Généralités Communes et concernant chacun des lots dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- la notice architecturale ;
- la notice technique acoustique ;
- la notice technique structure ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)
- le planning prévisionnel de réalisation des travaux ;
- le mémoire technique du titulaire du marché, ainsi que les pièces techniques remises dans le cadre de son offre
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) : ce document n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne, d'une part, l'établissement des situations de travaux, et d'autre part, pour le règlement des travaux en plus et en moins ordonnés par avenant en cours de travaux, et enfin, pour les caractéristiques des matériaux, produits ou équipements proposés par l'entreprise pour être mis en œuvre sur le chantier ;

Les deux derniers éléments constituent des engagements unilatéraux de la part du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans le document.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, il ne lui confère pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige. En cas de contradictions à l'intérieur d'une même pièce, les termes les plus favorables aux intérêts du maître d'ouvrage prévaudront.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants doivent avoir souscrit les contrats d'assurance détaillés ci-après, en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché.

Durant l'exécution du marché, ils doivent produire à toute demande du maître d'ouvrage, une attestation de leur assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

2-2.1 Responsabilité civile

Chaque entrepreneur intervenant dans l'opération à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique, doit être titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile, couvrant les dommages de toute nature aux tiers :

- pendant la durée des travaux du fait du chantier,
- après réception des travaux,
- du fait d'un événement dommageable pour les tiers occasionné par ses travaux, son personnel ou ses matériels.

L'attestation de sa compagnie d'assurance doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ci-dessus définie est en bon état de validité et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurance, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises ; elle devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, cette police devra comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le maître d'ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

2-2.2 Responsabilité décennale

L'entrepreneur devra justifier de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation, en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. Cette police sera applicable aux travaux de bâtiment, et pour les activités exercées, au sens de l'article l 241-1 du code des assurances.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- de la responsabilité civile décennale au sens des Articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code Civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et à l'arrêté du 30 décembre 1982, en capitalisation.
- de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil.

L'entrepreneur devra justifier si nécessaire de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale applicable aux travaux de « Génie Civil ». Ce contrat doit garantir la responsabilité civile décennale, au sens des Articles 1792 et 2270 du code civil, pour les « travaux de génie civil ». Les garanties doivent être compatibles avec les spécialités techniques des travaux et d'un montant adapté aux risques encourus, et gérés en capitalisation.

Les garanties du ou des contrats souscrits par l'entrepreneur (assurance responsabilité décennale) seront de 500 000,00 € (au minimum).

L'entrepreneur devra justifier de la garantie décennale de ce marché par la production d'une attestation d'assurance, établie par une compagnie d'assurances nominative pour le chantier précisant l'activité de l'entreprise ainsi que l'abrogation de la règle proportionnelle ; cette attestation sera valable à la déclaration d'ouverture de chantier (DOC).

L'entrepreneur devra joindre, au plus tard à la signature du marché de travaux, au titre de chacun des contrats ci-dessus, une attestation émanant de la compagnie d'assurances elle-même et non du courtier, valable à la date de déclaration d'ouverture du chantier (DOC), mentionnant au minimum :

- l'identité de la compagnie d'assurances,
- les numéros, types et dates d'effet du contrat,
- les garanties accordées et leur montant,
- les qualifications ou activités ou la nature des travaux garantis,
- la conformité avec les textes visés ci-dessus,
- l'abandon de la règle proportionnelle,

- les références du chantier :
 - ✓ identité du maître d'ouvrage
 - ✓ adresse de chantier
 - ✓ coût prévisionnel total des travaux,

ainsi que les attestations des cotraitants et/ou sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions que ci-avant.

Aucun règlement ne sera effectué par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas les justificatifs demandés.

ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques financières ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite du Centre Hospitalier, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement du Centre Hospitalier.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'acheteur ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION

4-1 LIEU ET CONDITIONS D'EXECUTION

Les travaux seront réalisés en site occupé, dans le bâtiment. Un calendrier prévisionnel est annexé au DCE.

4-2 SOUS-TRAITANCE

Les entrepreneurs qui envisageraient une sous-traitance devront le préciser (nature, montant et conditions, désignation de la société sous-traitante, etc.) au moment de la remise de leur offre, en joignant le dossier de déclaration de sous-traitance (DC4).

Les pièces administratives à joindre à cette déclaration sont précisées dans le règlement de la consultation (Article 6 § A) - identiques à celles demandées au titulaire, sauf DC1).

Seules les entreprises dont le dossier aura reçu l'acceptation par le pouvoir adjudicateur pourront intervenir au titre de ces prestations.

4-3 PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation est incluse dans le délai global d'exécution du marché. La durée de la période de préparation est de 4 semaines

Pendant cette période, l'entrepreneur doit établir les documents indiqués à l'article 4 du CCAG-Travaux (norme Afnor NF P 03-001).

Cette période de préparation est incluse dans le délai global.

Durant cette période, l'entrepreneur, y compris ses sous-traitants, devra :

- Etablir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le Coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au Coordonnateur S.P.S.
- Etablir et présenter au visa du Maître d'oeuvre le programme d'exécution des travaux,
- Etablir et remettre au Maître d'oeuvre les plans de détail complémentaires, dans les conditions prévues à l'article 7.1 du C.C.A.G. et à l'article 9.2 ci-après.

4-4 PROGRAMME D'EXECUTION

La notification de l'ordre de service de démarrage du projet sera le point de départ des délais contractuels.

Pendant la période de préparation, le maître d'œuvre et le titulaire établiront un programme et le calendrier détaillé d'exécution des travaux tels que définis dans l'article 4, paragraphe 4.1.3 du CCAG-Travaux (norme Afnor NF P 03-001) à partir du calendrier contractuel qui délimite les tâches principales en objectif et en durée maximale.

4-5 REUNIONS DE CHANTIER

Le maître d'œuvre a la mission de direction des réunions de chantier.

Les rendez-vous de chantier auront lieu toutes les semaines à un jour et une heure arrêtés.

L'entreprise titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants, sont tenus de se faire représenter par un agent qualifié et autorisé, du niveau au moins de Conducteur de Travaux, capable de donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier, et qui assure l'ensemble des rendez-vous.

A chaque rendez-vous de chantier, le maître d'œuvre ou son représentant désigné dressera un procès-verbal de la réunion sous forme de compte rendu de chantier numéroté. Les noms des personnes présentes y seront mentionnés. L'état d'avancement

des travaux sera consigné, ainsi que les observations et instructions particulières faites par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle technique.

Ces instructions auront valeur d'ordre de service et seront immédiatement exécutoires.

Chaque compte rendu de réunion aura valeur contractuelle en cas de litige entre les parties.

Ce compte rendu sera rédigé par le maître d'œuvre et sera adressé à toutes les entreprises participant à la réalisation.

Un compte rendu, sur lequel il n'aura pas été mentionné de remarques lors de la réunion suivante sera considéré comme approuvé par les parties.

4-6 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Un constat contradictoire sera établi de l'état des parements existants afin d'éviter tout litige lors de leur reconstitution.

Le titulaire devra réaliser tous les percements qui lui sont nécessaires. Il devra également les rebouchages et la reconstitution des parements conformément aux existants.

Il est rappelé que les travaux devront être réalisés sur un site en exploitation nécessitant l'emploi de méthodes et outillages appropriés. Ils nécessitent également des précautions particulières exceptionnelles.

En cas d'insuffisance de préparation et/ou de méthode utilisée non adaptée, de précautions insuffisantes ou de perturbations sur l'exploitation du site, le maître d'œuvre pourra interrompre les travaux de l'entrepreneur sur-le-champ et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Toutes les conséquences de cette interruption (directes ou indirectes) resteront à la charge du titulaire.

4-7 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES ETUDES D'EXECUTION ET LES DOE

Sauf stipulation contraire dans le CCTP, le titulaire aura à sa charge les Plans de fabrication et d'Atelier de Chantier (PAC), les notes de calculs et détails d'exécution, les plans de supports, les plans de méthodes chantier, etc.

L'entrepreneur devra s'adjoindre des services d'un bureau d'études EXE pour toute reprise en sous-œuvre ou structure réalisée sur murs et charpentes existants.

Avant toute exécution de travaux, il devra adresser ces éléments en temps opportun au maître d'œuvre qui sera tenu de faire part de ses observations et (ou) de son accord sur les documents au plus tard dans les quinze jours qui suivront la date de réception de ces documents.

Sous réserve de prescriptions plus contraignantes définies dans les CCTP, les documents d'études EXE et DOE seront transmis :

↓ pour avis ou accord :

- maître d'œuvre : 1 exemplaire et 1 version dématérialisée
- maître d'ouvrage : 2 exemplaires dont 1 sera utilisé pour diffusion au bureau de contrôle et 1 version dématérialisée

↓ en fin de chantier :

- 1 exemplaire reproductible des plans sur support AUTOCAD (si demandé dans CCTP),
- 4 exemplaires reliés et 1 version dématérialisée.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG sauf les stipulations ci-dessous :

- Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format A4 papier et numérique (.pdf et natifs).
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format papier et numérique (.pdf et natifs).

4-8 RECEPTION ET OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

L'ouvrage fera l'objet d'une date de réception unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Les réserves sont celles notifiées au titulaire avec la décision de réception, assorties du délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées ainsi qu'au traitement des éléments sous réserve desquels la réception a été prononcée.

Dans le cas où les réserves n'auraient pas été réalisées dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 4.4.2 du présent CCAP et ce sans préjudice de la possibilité du maître d'ouvrage de faire exécuter ces travaux permettant de lever ces réserves aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 5 – GARANTIE

Les équipements fournis et posés seront garantis contre tout vice de fabrication.

Certains seront certifiés NF suivant les prescriptions du CCTP ou du cahier des charges fonctionnel du SSI.

ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6-1 CONTENU DES PRIX

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire hors taxes tel que figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation ainsi que les sujétions suivantes :

- les dépenses de chantier dont la répartition est mentionnée à l'article 6-6 du présent CCAP et dans le CCTP Généralités communes ;
- les sujétions qui découlent du fait de travailler dans un hôpital accueillant et abritant des malades, des visiteurs et du personnel ;
- les sujétions dues aux horaires variables imposés en fonction de la nuisance sonore de l'activité ;
- les sujétions dues au fait de devoir exécuter certains travaux en dehors des heures et jours ouvrables (travail de nuit et jours non ouvrables) ;
- les sujétions du fait de la présence permanente de l'encadrement de l'entreprise titulaire ;
- les sujétions dues au site, ces sujétions découlant de ses configurations physiques, de son organisation, de son fonctionnement et du fort trafic ;
- les sujétions dues à la présence d'autres corps d'états sur le site ;
- les sujétions dues aux mesures d'isolement décrites dans le CCTP ;
- les dépenses d'installation de chantier, de gestion et d'encadrement dus à des retards de chantier ;
- les sujétions dues aux arrêts éventuels de chantier qui seraient consécutifs à une gêne à l'activité du service hospitalier ;
- les travaux ou des prestations complémentaires qui découleraient des remarques du contrôleur technique et des visas de la maîtrise d'œuvre sur les documents d'exécution remis par l'entreprise ;
- les frais de protection des ouvrages existants ;
- les frais de réfection des ouvrages défectueux constatés par le maître d'œuvre ;
- les sujétions de nettoyage final prévu au CCTP ;
- les sujétions d'établissement des Dossiers des Ouvrages Exécutés ;
- les frais de l'enlèvement des déchets et le nettoyage ;
- les frais de dépose et l'évacuation complète des anciennes installations suivant CCTP et visite sur chantier ;
- les plus-values pour façon et accessoires ;
- les frais de coltinage des matériaux et du matériel ;
- les frais pour essais et vérifications de fonctionnement conformes au CCTP ;
- les frais de constat d'état des lieux au démarrage du chantier ;
- les sujétions dues au phasage des travaux ;
- les frais de formation ;
- les frais liés à l'affichage obligatoire en cas d'emploi de salariés détachés.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché public).

Les erreurs de quantité ou omissions constatées postérieurement à la signature du marché sur cette décomposition ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire notifié.

Le candidat devra donc vérifier les quantités portées sur le bordereau quantitatif et signaler ses remarques éventuelles avant la notification du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Enfin, le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Répartition des paiements :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- dans le cadre d'un groupement solidaire : à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

6-2 PRESTATIONS FOURNIES AU TITULAIRE

Le maître d'ouvrage fournira l'eau et l'électricité nécessaires à la réalisation de l'opération. Les études, les travaux et les coûts de branchement et de raccordement sur les réseaux du maître d'ouvrage ainsi que les consommations sont à la charge de l'entreprise titulaire.

6-3 OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de demander à l'entreprise, pendant la durée du marché public, tous les sous-détails de prix unitaires figurant dans la DPGF aux fins d'analyse de devis de travaux modificatifs ou supplémentaires.

L'entreprise a alors un délai de 20 jours calendaires, à partir de la demande, pour fournir ces sous-détails.

Le refus de production de ces sous-détails expose l'entreprise à une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de ladite pièce.

6-4 APPROVISIONNEMENTS

Par dérogation à l'article 10-4 du CCAG, il ne sera pas payé d'acomptes sur approvisionnement.

6-5 AVANCE ET GARANTIE

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Une caution personnelle et solidaire garantissant le remboursement de l'avance pourra être acceptée.

6-6 TRAVAUX MODIFICATIFS

Lorsque les travaux ordonnés par le maître d'ouvrage changent l'importance de l'ouvrage, la modification du prix global et forfaitaire correspondante est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus ou en moins, les prix unitaires résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

En cas d'impossibilité d'assimilation des travaux modificatifs à la DPGF, il sera préparé par le titulaire un bordereau de prix forfaitaire complémentaire établi par assimilation aux ouvrages les plus analogues du marché public. Ce bordereau sera soumis à l'acceptation du maître d'œuvre et notifié au titulaire par ordre de service.

En cas de désaccord entre la maîtrise d'œuvre et le titulaire, il sera fait référence au prix de la série BATIPRIX.

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires est celle des conditions économiques de l'acte d'engagement.

Les présentes dispositions n'ont pas pour effet de déroger en quoi que ce soit aux dispositions des articles 14, 15 et 16 du CCAG.

Tout travail exécuté sans ordre de service sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du forfait.

Le titulaire est tenu de produire, sans incidence financière et sans allongement du délai d'exécution, tous les devis, études, détails de prix, sous-détails qui lui seront demandés par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre fixe la forme sous laquelle ces études et devis doivent être présentés.

L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

Ces études et devis seront transmis au maître d'œuvre en une seule fois et sous une forme complète.

En même temps que le devis, l'entrepreneur indiquera soit le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour notifier l'ordre de service sans qu'il y ait d'incidence sur le planning, soit l'incidence non critique ou critique sur le planning.

6-7 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Le maître de l'ouvrage ne s'immiscera d'aucune manière dans la gestion des dépenses de chantier. Se référer au CCTP Lot 0

6-8 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations et non du décompte.

En cas de changement du taux de TVA en cours d'exécution du marché, le décompte général sera établi en faisant apparaître ces différents taux de TVA correspondant aux différentes périodes d'exécution des travaux.

ARTICLE 7 – VARIATION DANS LES PRIX

7-1 TYPE DE VARIATION DES PRIX

Le marché est conclu à prix révisables, suivant les modalités fixées dans les articles ci-après.

7-2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres, soit le mois de Avril 2025. Ce mois est appelé "mois zéro".

7-3 CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

L'index I de référence choisi pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant pour l'ensemble des lots est le BT01.

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère en charge de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et au Moniteur des Travaux Publics.

7-4 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix de base sont révisés, à la hausse comme à la baisse, dans les conditions précisées à l'article 9.4 du CCAG-Travaux par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I / I_0) \text{ Accord sur la formule utilisée}$$

dans laquelle les paramètres I_0 et I sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois de réalisation des travaux par l'index de référence I défini à l'article 7-3 ci-dessus.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

7-5 VARIATIONS PROVISOIRES

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant la valeur du dernier indice connue au moment de la révision de prix, il n'est procédé à aucune autre révision avant la parution de la valeur définitive de cet index. La révision définitive intervient alors sur le premier acompte suivant cette parution.

ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

8-1 PROJETS DE DECOMPTES ET REGLEMENT DES COMPTES

Les projets de décomptes sont présentés dans la forme et suivant l'ordre de décomposition du prix global et forfaitaire et sont remis au maître d'œuvre dans les conditions fixées par l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les paiements se feront sur situations mensuelles établies conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage, à partir de la décomposition du prix global et forfaitaire qui distingue le prix de chaque prestation, et en appliquant l'échéancier ci-dessous :

- pendant la durée des travaux : 85 % (ce poste fera l'objet de plusieurs acomptes mensuels suivant la durée de la prestation)
- à la réception des travaux : 10 %
- à la levée des réserves éventuelles : 5 %

Conformément aux articles R. 2191-32 à 2191-42 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie de 5 % sera appliquée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Cette retenue peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Cette retenue sera libérée un an après la réception des travaux, à condition que l'entreprise ait satisfait à toutes ses obligations découlant des observations ou réserves émises lors de la réception.

Dans tous les cas, la facture sera libellée par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

Monsieur le Directeur du CHICAS

1 Place Auguste Muret

05007 GAP Cedex

Et sera ensuite adressée par mail EXCLUSIVEMENT, pour visa, au maître d'œuvre :

Cabinet d'ARCHITECTURE CAD DURAND, à l'adresse agence@cad-durand.fr

Chaque facture établie par le titulaire déposé sur Chorus portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation facturée (récapitulatif de toutes les phases du marché effectuées)
- montant H.T. (montant du marché, prestations effectuées, reste à payer,...) et taux de la T.V.A.
- montant total T.T.C.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Numéro SIRET du CHICAS : 260 503 479 00016

Code service ST-SCP : SERVICE TECHNIQUE sans commande préalable.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Le Centre Hospitalier se libèrera des sommes dues au titulaire par virement sur le compte bancaire précisé sur le marché dans un délai de 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

8-2 DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

Dans un délai de trente jours compté à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire fait un envoi par courrier postal du décompte général.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché public. La date de sa notification à l'acheteur constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 12.4.2 du CCAG.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général signé dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG.

Le délai et les conditions d'établissement du décompte général par le titulaire sont identiques à ceux précisés ci-dessus.

Le projet de décompte général est composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.1.1 du CCAG,
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG pour les acomptes mensuels,
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 12.4.3 du CCAG, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG, le décompte général notifié par l'acheteur est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché public.

ARTICLE 9 – PENALITES

PAR DEROGATION A L'ARTICLE 19.2.1 DU CCAG, LE TITULAIRE N'EST EXONERE D'AUCUNE PENALITE.

LES DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE DANS UN DELAI FIXE PAR LE MARCHE DOIVENT ETRE TRANSMIS PAR LE TITULAIRE PAR TOUT MOYEN PERMETTANT D'ATTESTER DE LEUR DATE DE RECEPTION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.

9-1 PÉNALITES POUR RETARD

9-1.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.1 et 19.2 du CCAG, l'entrepreneur subira dans l'exécution des travaux les pénalités suivantes :

- Pour retard sur le délai d'exécution global : 500 € par jour calendaire de retard par rapport au planning de travaux définitif notifié avec l'ordre de service de démarrage des travaux.
- Pour retard sur un délai partiel d'exécution : 500 € par jour calendaire de retard par rapport au planning de travaux définitif notifié avec l'ordre de service de démarrage des travaux.

Elle sera appliquée dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités s'appliqueront également aux différents délais intermédiaires, ainsi qu'aux autres tâches critiques planifiées sur le planning d'exécution.

Conformément à l'article 19.2.5 du CCAG Travaux, en cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage peut rembourser au titulaire les pénalités provisoires appliquées. Toutefois, cette retenue est recalculée et transformée en pénalité, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai partiel d'exécution propre à son lot défini à l'acte d'engagement ;
- Le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai global d'exécution de son lot, défini à l'acte d'engagement, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

9-1.2 Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG Travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (2 semaines maximum à compter de la date de réception) est sanctionné par une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition du maître de l'ouvrage, entre autres :

- maintien de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- prolongation du délai de garantie,
- mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG.

9-1.3 Retard dans la remise des documents

L'entrepreneur subira une pénalité de 150 € par document et par jour calendaire de retard, si les documents sont demandés par écrit avec des dates de remise.

9-2 ABSENCES AUX REUNIONS

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, aux opérations préalables à la réception et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre, une pénalité de 300 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

9-3 INFRACTION AUX PRESCRIPTIONS DE CHANTIER

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 9-1.1 et 9-1.2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Le montant sera de 150 € par infraction constatée.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées par jour calendaire de retard :

- non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier ;
- dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites ;
- retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.) ;
- retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus ;
- retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins ;
- retard dans le nettoyage du chantier ;
- retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier ;
- absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier ;
- absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins ;
- carence en matière de fermeture et d'ouverture de chantier ;
- branchement ou raccordement des outillages électriques de chantier aux installations électriques de l'hôpital sans accord préalable expresse du maître d'ouvrage.

9-4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

L'entrepreneur du lot N°15 a la charge du nettoyage de fin de chantier avant livraison.

En cas de retard, ces opérations seront réalisées aux frais du titulaire dans les conditions de l'article 37 du CCAG, après mise en demeure par ordre de service. S'ajoutera une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard.

9-5 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS AVANT ET APRES EXECUTION

Avant exécution :

- avec l'acte d'engagement, les entreprises doivent fournir la liste du matériel proposé
- pendant la préparation du chantier, l'entreprise titulaire du lot doit fournir les documents prévus au CCTP.

Après exécution :

Dans le mois suivant la réception des travaux (délai d'un mois à moduler en fonction des opérations), il est obligatoire pour chaque entreprise de fournir les Dossiers des Ouvrages exécutés.

Outre les DOE, les entreprises devront fournir les documents prévus au CCTP de chaque lot.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une pénalité égale à 150 € par jour calendaire de retard sera appliquée.

9-6 PENALITES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 9-3 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité égale à 150 € par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable.

9-7 PENALITES RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

9-7.1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1.500 € sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le maître d'ouvrage.

Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1.500 € par jour calendaire de non-régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS interdira l'accès au chantier au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

Les conséquences de toute nature induites par la situation de sous-traitance occulte, notamment au titre des retards de chantier potentiellement provoqués pour les titulaires des autres lots, seront imputables au titulaire du lot défaillant.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le maître d'ouvrage (article 50.3.1.e du CCAG Travaux) par le représentant du pouvoir adjudicateur.

9-7.2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière calendaire de 300 € par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG.

9-8 PENALITES APPLICABLES EN CAS DE DETACHEMENT DE SALARIES ETRANGERS

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1.500 € sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière calendaire de 300 € par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG.

9-9 PENALITES DIVERSES

Par simple constat, les pénalités suivantes sont applicables :

- ✚ Pénalités pour absence de port de la carte PRO BTP :
pénalité de 80 € par jour et par personne.
- ✚ Pénalités pour non transmission des copies des cartes PRO BTP :
pénalité égale à 100 € par jour calendaire de retard, à compter de la date de la demande.
- ✚ Pénalités pour non-respect de l'interdiction de fumer :
pénalité de 150 € par infraction et par personne.
- ✚ Pénalités pour utilisation d'un circuit non réservé au chantier :
pénalité de 150 € par infraction.
- ✚ Pénalité pour tenue non conforme
pénalité de 150 € par infraction.

- ↓ Pénalité pour non transmission du plan de prévention :
pénalité de 150 € par infraction, à compter de la date de la demande.

Le Centre Hospitalier se réserve le droit d'appliquer ces pénalités.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHÉ – EXECUTION PAR DEFAULT

10-1 RESILIATION

Le CHICAS, établissement support du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-Travaux cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du CHICAS, établissement support du GHT des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

10-2 EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire, le Centre Hospitalier fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 52 du CCAG-Travaux).

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de travaux sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier l'article 2-2.1 qui déroge à l'article 8, l'article 6-4 qui déroge à l'article 10-4, l'article 8-2 qui déroge à l'article 12.4 et l'article 9 qui déroge aux articles 13 et 19 du CCAG-Travaux
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

ARTICLE 12 - CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 31 juillet 2025

Pour le GHT des Alpes du Sud,
Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, et par délégation,
La Directrice Adjointe,



Chloé SCHMITT



